

Brochure n° 3613

**Convention collective nationale**

**IDCC : 7017. – PERSONNEL DES PARCS ET JARDINS  
ZOOLOGIQUES PRIVÉS**

---

AVENANT N° 23 DU 2 MARS 2016

RELATIF À LA RÉVISION DES ARTICLES ~~44~~ ET 54

NOR : AGRS1697285M

IDCC : 7017

Entre

Association française des parcs zoologiques (AFdPZ)

D'une part, et

Fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT

Fédération de l'agriculture CFTC (CFTC-Agri)

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes (FGTA) FO

Fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent article annule et remplace l'article 44 :

**« Bonification**

Les salariés justifiant d'au moins 5 années de présence continue dans un niveau de qualification donné au sein de l'entreprise reçoivent une rémunération au moins égale au salaire brut minimal conventionnel de leur échelon majoré de :

- 0,8 % après 5 ans de présence continue ;
- 1,05 % après 7 ans de présence continue ;
- 1,55 % après 10 ans de présence continue ;
- 2,3 % après 15 ans de présence continue.

L'ancienneté d'un salarié correspond au temps écoulé depuis sa date d'accession au coefficient de l'emploi, déduction faite de la durée des congés sans solde.

Le passage à un coefficient supérieur ne peut en aucun cas entraîner une baisse de rémunération. »

## **Article 2**

### *Modification de l'art 54*

« Les jours fériés sont les 1<sup>er</sup> janvier, lundi de Pâques, 1<sup>er</sup> Mai, 8 mai, Ascension, lundi de Pentecôte, 14 Juillet, Assomption, 1<sup>er</sup> novembre, 11 Novembre et 25 décembre.

Le chômage des jours fériés ne peut entraîner aucune perte de salaire pour les salariés totalisant au moins trois mois d'ancienneté dans l'entreprise ou l'établissement tel que défini par le code du travail.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux salariés travaillant à domicile, aux salariés saisonniers, aux salariés intermittents et aux salariés temporaires.

Pour les salariés, y compris les saisonniers, si les jours fériés sont travaillés, ils sont rémunérés à hauteur des heures travaillées en plus du paiement des jours fériés ou donnent lieu à récupération, selon le choix de l'employeur. Les salariés permanents pourront faire une demande écrite à l'employeur précisant leur choix unique avant le 31 décembre pour toute l'année suivante.

Les jours de récupération sont fixés entre les parties concernées. »

## **Article 3**

### *Entrée en vigueur*

Les parties subordonnent l'application du présent accord à la condition de son extension. Il entrera en vigueur à compter de la date de l'arrêté prononçant l'extension.

## **Article 4**

### *Durée*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée à compter de son entrée en vigueur.

## **Article 5**

### *Révision*

Il pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

## **Article 6**

### *Dépôt et extension*

Le présent accord est établi et déposé selon les formalités prévues à l'art L. 2231-6 du code du travail. Les parties signataires ont convenu de demander sans délai l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 2 mars 2016.

(Suivent les signatures.)